

## Historique et importance des cantines scolaires au Bénin

AKPOLI Mahunan Léocadie\* and BEHANZIN Gbèssohèlè Justin

Laboratoire de Pharmacologie et de Médicaments Traditionnels Améliorés (LPMTA) / Faculté des Sciences et Techniques (FAST), Université d'Abomey Calavi (UAC), Bénin

Received 01 Jan 2024, Accepted 10 Jan 2024, Available online 11 Jan 2024, Vol.12 (Jan/Feb 2024 issue)

### Résumé

Au Bénin, les obstacles barrant l'accès à l'éducation primaire pour tous persistent. Dans les zones rurales, les taux d'inscription et de fréquentation sont restés faibles en raison de plusieurs facteurs. Les familles vivant dans la pauvreté peuvent ne pas avoir les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école ; bien que le gouvernement ait éliminé les frais de scolarité dans le primaire, les parents doivent encore acheter les uniformes et les fournitures scolaires. Il existe également un coût d'opportunité associé à l'envoi des filles à l'école, plutôt que de les garder à la maison où elles peuvent aider leurs mères dans les tâches ménagères et s'occuper de leurs petits frères et sœurs. (**Cantines scolaires au Bénin pour améliorer l'inscription et la rétention des élèves en partenariat avec les associations de Parents d'élèves, 2008**). Cette étude vise à évaluer l'importance et l'historique des cantines scolaires au Bénin. Pour la réalisation de cette étude, la méthode utilisée est une enquête descriptive, analytique et longitudinale à visée diagnostique et par voie de questionnaires et enfin le traitement des informations. Les résultats obtenus se présentent comme suit : de 2000 à 2002, le Bénin dispose de 144 écoles à cantines, 1325 en 2014. En 2015- 2016, le Bénin a atteint un taux de couverture de 31% soit 2566 écoles. En 2018- 2019, 1600 écoles se sont ajoutées soit un total de 3179 écoles (51%). En 2021, 3350 écoles et 5356 écoles soit un taux de couverture de 75% en 2022. Ces résultats mettent en évidence le rôle primordial des cantines scolaires dans la rétention des élèves et suggèrent ainsi un besoin d'investigation approfondie des effets différenciés des types de cantines scolaires et d'autres facteurs socioéconomiques sur les performances et la rétention scolaire. Ainsi la faim ne doit plus constituer un frein à l'éducation des enfants.

**Mots clés :** Fournitures scolaires Cantines scolaires etc.

### Introduction

Au Bénin, les obstacles barrant l'accès à l'éducation primaire pour tous persistent. Dans les zones rurales, les taux d'inscription et de fréquentation sont restés faibles en raison de plusieurs facteurs. Les familles vivant dans la pauvreté peuvent ne pas avoir les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école ; bien que le gouvernement ait éliminé les frais de scolarité dans le primaire, les parents doivent encore acheter les uniformes et les fournitures scolaires. Il existe également un coût d'opportunité associé à l'envoi des filles à l'école, plutôt que de les garder à la maison où elles peuvent aider leurs mères dans les tâches ménagères et s'occuper de leurs petits frères et sœurs. (**Cantines scolaires au Bénin pour améliorer l'inscription et la rétention des élèves en partenariat avec les associations de Parents d'élèves, 2008**).

Les cantines jouent un rôle essentiel dans le système éducatif béninois, offrant des repas nutritifs aux écoliers pour favoriser leur bien-être et leur réussite académique. L'alimentation scolaire a connu une évolution au fil du temps qui l'amène aujourd'hui à être clairement reconnue et acceptée comme étant l'un des moyens les plus efficaces permettant de soutenir la scolarisation et le maintien des enfants à l'école. En effet, dans plusieurs localités du Bénin où les enfants marchent en moyenne plus de trois kilomètres de leurs villages aux écoles et où la scolarisation des enfants est freinée par les besoins de nourriture et les travaux domestiques (surtout pour les filles), il ne peut y avoir d'école sans cantine.

### Méthodologie

Cette étude a consisté à la collecte de données dans quelques écoles prises au hasard dans les différentes communes du département de l'Atlantique ont servi de cadre à la réalisation de cette étude. L'**Atlantique** est un département situé au Sud du Bénin. Il se subdivise en huit (08) communes Abomey-Calavi, Allada (Préfecture),

\*Corresponding author's ORCID ID: 0000-0000-0000-0000

DOI: <https://doi.org/10.14741/ijmcr/v.12.1.6>

Kpomassè, Ouidah, Sô-Ava, Toffo, Tori-Bossito et Zè. Il s'agit d'une enquête descriptive, analytique et longitudinale à visée diagnostique et par voie de questionnaires auprès des écoles, des enseignants, des parents d'élèves et des élèves eux-mêmes. Les questionnaires étaient en français, mais ont été administrés la plupart du temps dans les langues locales. L'équipe de collecte avait une bonne compréhension de la version française des questionnaires, ainsi qu'une bonne maîtrise des langues locales.

Le traitement des données collectées à l'aide des méthodes statistiques pour obtenir des résultats quantitatifs.

## Résultats

Les premières cantines à l'initiative du Programme alimentaire mondial (PAM) sont mises en place au milieu des années 1970.

La première cantine a été mise en place par le PAM en 1975, ensuite les cantines gouvernementales en 2000, les cantines CRS en 2002. L'UNICEF en 2004 et la DANIDA à travers le PASEB en 2009. Nous avons aussi d'autres telles que FAST- TRACK INITIATIVE/ PME en 2010. (Etats des lieux de l'Alimentation Scolaire au Bénin, novembre 2015).

L'implication de l'État béninois débute en 2000 avec un programme national mis en œuvre par le ministère des Enseignements maternel et primaire (MEMP) s'inspirant de l'approche du Pam. En 2014, le ministère se dote d'une Direction de l'alimentation scolaire (DAS) qui gère le budget public alloué aux cantines et assure leur suivi- évaluation. La même année, une politique nationale d'alimentation scolaire est adoptée.

En 2015, les résultats ne sont pas jugés satisfaisants : ressources financières insuffisantes, complexité des procédures de passation de marché, mauvaise gestion des vivres. Parallèlement, d'autres actions sont mises en œuvre par des organisations étrangères parmi lesquelles l'ONG américaine Catholic relief service (CRS), le Pam, le Fonds commun budgétaire (FCB) ou le Partenariat mondial pour l'éducation (PME/GPE).

En 2016, le nouveau gouvernement lance un autre programme d'alimentation scolaire. Sa mise en œuvre est déléguée au PAM dont l'approche est jugée la plus efficiente. L'année 2017 marque un tournant avec la signature du Programme national d'alimentation scolaire intégré<sup>1</sup> (PNASI, 2017/2021). Ce programme est l'application concrète de la Politique nationale de l'alimentation scolaire adoptée en 2014. Une nouvelle fois, le gouvernement s'associe au PAM qui le conseille et assure la mise en œuvre du programme. Dans sa mission, l'organisation onusienne collabore avec des ONG nationales qui assurent la mobilisation des communautés et le suivi de l'exécution du PNASI à échelle locale.

Des ONG internationales, telles que le CRS, d'autres agences du système des Nations unies<sup>2</sup> et des bailleurs

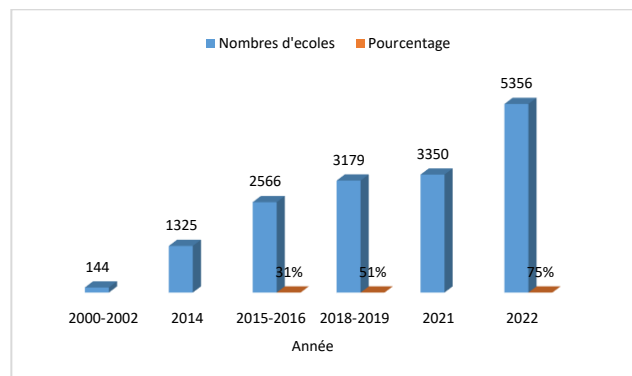
de fonds interviennent également dans le programme national de cantines scolaires. Le suivi des cantines est aussi assuré par les Directions départementales des enseignements maternel et primaire qui ont en leur sein un service dédié à l'alimentation scolaire. Ces structures n'ont pas de pouvoir décisionnel sur les cantines dont la gestion reste centralisée au niveau de l'État. C'est pour cela que l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB) mène actuellement un plaidoyer pour obtenir la décentralisation de la gestion des cantines vers les communes ou les départements. Le PNASI vise à terme la mise en place de cantines dans près de 4 000 écoles.

Pour l'année scolaire 2019/2020 ; 3.234 écoles étaient couvertes par une cantine gouvernementale. Si l'on prend en compte les cantines mises en œuvre par le PAM seul on atteint le chiffre de 3 852. Ainsi, 642 782 écoliers bénéficient des cantines PAM/PNASI, soit un peu plus de 38 % des enfants scolarisés du pays. Au cours de la première année les cantines PNASI ont été installées dans les écoles qui bénéficiaient du précédent programme gouvernemental. Pour les écoles choisies par la suite, les critères ayant permis leur intégration au PNASI n'ont pas été jugés transparents.

Le gouvernement ambitionne une couverture la plus large possible : ainsi 5386 écoles sont couvertes par une cantine publique pour l'année scolaire 2022-2023. (Ministère des Enseignements Maternel et Primaire du Bénin, 2022).

Parmi les huit mille cent soixante-neuf (8 169) écoles primaires publiques qui existent au Bénin en 2015-2016, seulement 2 566 sont dotées de cantine, soit un taux de couverture national de 31%. Le Bénin a connu plusieurs expériences de cantines scolaires avant l'avènement du PNASI. Il y avait quatre types de cantine scolaire en cours avec des modalités d'intervention variant d'un partenaire à l'autre. Il s'agit des cantines appuyées par le Gouvernement, celles mises en œuvre par le PAM, celles exécutées avec le financement du Partenariat Mondial pour l'Education (PME) et celles mises en œuvre par CRS. (Diagnostic du mécanisme de coordination du Programme National de l'Alimentation Scolaire Intégrée (PNASI) au Bénin ; 2017).

Le nombre d'enfants pris en charge a évolué de 380.622 en 2017 à 1.135.350 en 2022 soit un taux de couverture de 75 % en 2022 contre 30% en 2016. C'est donc pour pérenniser les acquis de ce programme pertinent en matière d'alimentation scolaire que le gouvernement et son partenaire, le Programme Alimentaire Mondial, ont convenu de mettre en place un cadre juridique, institutionnel et réglementaire approprié. Par ailleurs, les denrées alimentaires proviennent prioritairement, à hauteur de 75% au moins de la production locale et sont certifiés par les services compétents.



**Diagramme montrant l'évolution des cantines**

### Conclusion

La cantine scolaire, de sa genèse, a été mise en place en vue de favoriser la fréquentation scolaire des élèves et de contribuer à l'amélioration du niveau de rétention dans les écoles, en particulier dans les zones rurales. Les cantines scolaires soulagent le fardeau économique des parents et leur donnent le temps de vaquer à d'autres activités plutôt que de veiller au déjeuner des enfants. Les apports en nutriment, dans les plats consommés permettent aux enfants d'avoir les capacités requises pour suivre les cours en l'occurrence dans l'après-midi.

Son impact sur les taux de rétention et de scolarisation a été démontré par les directeurs et maîtres des écoles à cantine scolaire. Cependant le fonctionnement des cantines scolaires dans les écoles n'est pas exempt des difficultés. Toutefois une école, une cantine pour une éducation durable, inclusive et de qualité pour tous, à l'horizon 2025. (Etats des lieux de l'Alimentation Scolaire au Bénin, novembre 2015).

### Références bibliographiques

- [1] Bourdieu P., Passeron J.-C. (1970): La reproduction : Eléments pour une théorie du système d'enseignement, Les éditions de Minuit Paris, p279
- [2] Bressoux p. (1995) Les effets du contexte scolaire sur les acquisitions des élèves : effet-école et effets classes en lecture, Revue française de sociologie, n° 2, p273-294.
- [3] Dagnogo, G. B. (2016). Les grossesses en milieu scolaire au prisme de la communication pour le changement de comportement: l'exemple du lycée moderne de Tengrela en Côte d'Ivoire. Sciences Humaines, 1(3).
- [4] Blaya, C. (2010). Décrochage scolaire : parents coupables, parents décrocheurs? Informations sociales, 161, 46-54.
- [5] Boissonneault, J., Michaud, J., Côté, D., Tremblay, C.-L. et Allaire, G. (2007). L'abandon scolaire en Ontario français et perspectives d'avenir des jeunes. Éducation et francophonie, 35(1), 3-22. Repéré à [http://www.acelf.ca/c/revue/pdf/XXXV\\_1\\_003.pdf](http://www.acelf.ca/c/revue/pdf/XXXV_1_003.pdf)
- [6] Bressoux p. (1995) Les effets du contexte scolaire sur les acquisitions des élèves : effet-école et effets classes en lecture, Revue française de sociologie, n° 2, p273-294.
- [7] Ekstrom, R. B., Goertz, M. E., Pollarck J.M. et Rock, D.A. (1986). Who drops out of high School and? Findings of a national Study. Teachers College Record, 87(3), 356373